

22 mars 1984 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, devant le Congrès américain, sur la politique étrangère, la situation économique de la France et les relations économiques internationales, Washington, jeudi 22 mars 1984.

Monsieur le speaker,

- Je vous remercie de vos paroles accueillantes. Je sais qu'au-delà de ma personne, elles s'adressent à la France. Et j'y suis d'autant plus sensible. Au premier jour de ma visite officielle dans votre pays, à l'heure où nous avons tant de choses à accomplir ensemble dans un monde rempli "de bruit et de fureur", j'ai tenu à venir rendre hommage, ici, au Capitole, à la grande démocratie américaine, à ses fondateurs comme à ses héritiers, aux idéaux et aux liens qui unissent si fortement les Etats-Unis d'Amérique et la France.

- Ayant moi-même été parlementaire durant près de trente-cinq ans, je mesure l'honneur qui m'est fait de parler devant vous, représentants du peuple américain, membres de ce Congrès dont le prestige s'étend loin à l'extérieur de votre pays, symbole puissant et assuré du pouvoir législatif, élément essentiel d'une constitution qui a su, déjà, traverser deux siècles et s'enrichir sans perdre rien de son esprit, et sans trahir rien de sa lettre.

Des premiers voyageurs et des premiers remueurs d'idées à ceux d'aujourd'hui, jamais entre nous ne se sont ralentis les échanges intellectuels et matériels, jamais ne s'est éteinte la curiosité réciproque. En dépit des différences ou des discordes passagères, jamais notre parenté d'esprit ne s'est démentie. Et, les meilleurs des nôtres, attentifs à comprendre la marche rapide du temps tel qu'il nous fixe et tel qu'il change, ont toujours su donner son sens à l'histoire déjà longue où nous nous sommes reconnus.

- Peu nombreux sont les peuples qui, comme ceux d'Amérique et de France peuvent s'enorgueillir d'une amitié si profonde, si vivace. Franklin, La Fayette, Rochambeau, le Général Pershing, le Général Eisenhower : ces noms consacrés jalonnent notre histoire et nos combats communs. Mais combien d'autres, inconnus, ont signé de leur sang le pacte qui nous lie ? Cette amitié, je l'ai célébrée, il y a deux ans et demi à Yorktown ` 19 octobre 1981 ` . C'est elle encore qui sera à l'honneur lorsque, le 6 juin prochain, j'accueillerai sur les côtes de Normandie le Président des Etats-Unis d'Amérique ` Ronald Reagan ` pour les cérémonies qui commémoreront le débarquement allié de 1944. Nous y célébrerons la liberté, la dignité, les droits de l'homme qui furent et restent les inspirateurs de nos choix décisifs.

- Que ce passé d'idéaux partagés fonde notre avenir commun ! Qu'il nous dicte la voie dans la recherche de la paix. Qu'il nous souffle l'ambition de sortir enfin, et ensemble, l'économie mondiale de la crise !

Aujourd'hui, deux grands systèmes, à l'Est et à l'Ouest continuent de se faire face, tandis que les deux-tiers de l'humanité s'efforcent de rompre les enchaînements maléfiques du sous-développement. Dans ce monde, où votre pays joue le rôle majeur, personne - ami ou adversaire - ne peut agir sans tenir compte des Etats-Unis d'Amérique. Et cette puissance confère à vos décisions une importance, une résonance qui donnent la mesure de votre rôle dans les affaires de

la planète.

- La position de la France est claire : vous le savez, avec votre pays et d'autres, nous avons constitué l'Alliance atlantique. Au sein de cette alliance défensive, la France poursuit sa propre politique de défense comprise et soutenue par une large majorité de Françaises et de Français. Entre pays libres, une alliance suppose sincérité, franchise, consultation permanente, mais aussi acceptation de points de vue différents. C'est en restant eux-mêmes que les Etats-Unis et la France se comprennent et se respectent. L'essentiel est que nos deux pays puissent compter l'un sur l'autre.\

L'Alliance "Alliance atlantique" ayant son domaine précis, chacun d'entre nous détermine la - nature de ses relations avec les autres, et particulièrement, je dois le dire, avec l'Union soviétique et les pays de l'Est. Je pense souvent que, sans être l'explication de tout, la géographie détermine l'Histoire et que, finalement, celle-ci, pour se faire, doit passer par les mêmes chemins. Regardez la carte de l'Europe et vous verrez où nous sommes et la Russie et la France, voisines de continent, séparées par une distance qui s'amenuise à la vitesse d'un siècle pressé, tandis que les moeurs et les systèmes font semblant de ne pas bouger. Je répète, en toute occasion, que la première garantie de la paix est dans l'équilibre des forces. Voilà pourquoi nous nous montrons si attachés au maintien de cet équilibre dans cette même Europe. Voilà pourquoi, lorsqu'il nous paraît rompu, comme ce fut le cas récemment avec les fusées atomiques à portée intermédiaire, nous mettons tout en oeuvre pour le rétablir. Sachons être fermes et clairs dans le langage comme dans l'action. Mais, en même temps, restons disponibles, n'ayons pas peur de dialoguer avec l'Union Soviétique, dès lors que les bases et les finalités de ces échanges sont nettement et clairement définies.

- Quel peut être le premier objet de ce dialogue ? La paix, bien sûr, et plus précisément la maîtrise de la course aux armements. Quand on songe au gaspillage des ressources, aux menaces supplémentaires que font planer tant d'armes nouvelles : rien n'est plus urgent que de ralentir cette course. Alors, et alors seulement, on pourra parler de désarmement en rappelant que deux puissances - dont la vôtre - disposent d'arsenaux nucléaires considérables et trois autres - dont la France - d'une capacité de dissuasion capable de décourager toute attaque. On voit par là où se situent les responsabilités respectives.\

Mais les problèmes de la paix et de la guerre n'intéressent pas que les grandes puissances. Il y a le Proche Orient où le dialogue est la clé de tout et dont personne n'a le mode d'emploi. Lorsque je me suis rendu en Israël, j'ai dit aux élus et aux dirigeants de ce peuple ami, de la tribune de la Knesset : recherchez les voies de la négociation qui vous assure ainsi qu'à tous les peuples intéressés, parmi lesquels le peuple palestinien, le droit une patrie, la sécurité dans des frontières sûres et reconnues, la réalisation de vos droits légitimes.

- Bien d'autres conflits, dits "régionaux", ont ravagé et ensanglantent encore le Moyen-Orient, l'Afrique, l'Asie ou l'Amérique latine. Et je voudrais vous faire part de l'analyse de mon pays qui a, de certaines de ces régions, une connaissance particulière et à leur égard, en Afrique et au Proche Orient, des engagements qu'il assume avec la détermination nécessaire. Au Liban, par exemple, où nos soldats remplissent leur tâche de paix ou au Tchad, où l'action de la France a coupé court à des menées ambitieuses.

-\

Mais j'ai la conviction que bien des révolutions ou des guerres dans le tiers monde trouvent d'abord leur racines dans la pauvreté, dans l'exploitation économique qui exacerbent les affrontements traditionnels entre ethnies, religions et partis.

- Les guerres civiles ne se déclenchent pas sous les seules inspirations venues de l'étranger - même si des intérêts de l'étranger y trouvent leur compte. Elles s'enracinent dans l'héritage du passé. Ainsi les peuples d'Amérique centrale ont une longue histoire marquée par l'oppression militaire, l'inégalité sociale, la confiscation par quelques-uns des ressources économiques et du pouvoir politique. Chacun d'eux doit, à présent, pouvoir trouver sans ingérence, ni manipulation sa voie propre vers plus de justice, plus de démocratie et plus d'indépendance. Mon pays a encouragé dans le passé, et il continuera de le faire dans l'avenir, les démarches sincères visant à la résolution pacifique des conflits et refusant le recours à la force entre voisins.

la solution pacifique des conflits et refusant le recours à la force entre pays voisins.

- Mais, croyons que le retour à plus de calme implique un préalable : le recul de la misère. Il ne sert à rien de s'acharner à construire la paix en laissant prospérer les causes profondes et permanentes de la guerre.

- Voilà pourquoi le développement d'une prospérité commune est, à mes yeux, une urgence et une priorité.

L'économie de nos pays industriels va mieux, c'est vrai. Mais il ne faudrait pas que cette convalescence ne soit que rémission et que les progrès s'essouffent aussi vite qu'ils étaient venus.

- Dans ce combat contre la dépression et contre l'inflation, les Etats-Unis remportent aujourd'hui des succès dont je me réjouis. La vigueur de votre reprise, malgré certaines fragilités, objet sans doute de vos débats dans cette enceinte, témoigne de votre vitalité et de vos facultés de dynamisme et d'invention.

- La France, pour sa part, commence à voir les résultats de sa politique : notre taux d'inflation a diminué de cinq points depuis trois ans - c'est encore trop, et la hausse des prix est revenue au rythme annuel de 6 % au dernier trimestre de 1983. Cette même année nous avons réduit de plus de moitié le déficit de nos échanges extérieurs et nous escomptons une réduction du même ordre cette année. Le déficit de notre budget ne dépasse pas 3 % du produit intérieur et les comptes sociaux sont maintenant équilibrés. Ces premières réussites de notre conjoncture reflètent un assainissement en profondeur de notre économie.

En même temps, la France modernise ses industries. Elle développe les secteurs à haute technologie : déjà 50 % de notre électricité sont produits par nos centrales atomiques. Avec son industrie nucléaire, avec ses télécommunications, son train à grande vitesse `TGV`, ses métros et son aéronautique, la France est présente sur beaucoup de terrains, sur beaucoup de marchés. Ces succès, elle les doit à quelque-unes de ses grandes entreprises publiques et privées, à la multitude des petites et moyennes entreprises `PME` qui chaque jour se créent, innovent, prennent des risques, et surtout à la qualité de ses travailleurs, qui la placent parmi les premiers pour la productivité dans le monde.

- Quand j'évoque ces étapes rapides de notre redressement national, j'ai parfois l'impression de surprendre mes auditeurs, comme s'ils étaient, en général, plutôt portés - ou plus habitués - à entendre le discours contraire. Je suis sûr que vous apprécierez le fait que la France aborde, comme jamais depuis un quart de siècle, les exigences de la compétition mondiale et qu'elle préfère le risque - le beau risque - de la modernité au confort - le faux confort - de l'immobilité. Cette mobilisation, ce dynamisme ont été favorisés par diverses réformes. Renforcer la cohésion sociale : il faut prendre des mesures d'équité et de justice. Faciliter les adaptations : nous avons lancé un vaste programme d'éducation et de formation. Et pour libérer l'initiative nous avons limité, ce qui paraîtra paradoxal à beaucoup, le poids de la bureaucratie et contenu les interventions de l'Etat. Par tradition, vous le savez, la France est un pays centralisé. Tout se décidait à Paris. Désormais les élus locaux exercent des pouvoirs importants, comme on ne l'avait pas fait depuis Napoléon Bonaparte. Certes, nous connaissons nos faiblesses, nous en avons, plus qu'il ne faut, et nous mesurons les difficultés qu'il nous faudra surmonter pour allier de façon harmonieuse le progrès économique et le progrès social. Au moins, avons-nous choisi l'effort et l'ouverture sur l'avenir.

De la sorte, la France a refusé et refuse, sans ambiguïté la tentation du protectionnisme, de tous les protectionnismes. Voyez-vous, un pays comme le mien qui achète à l'étranger, et en dollars, les deux tiers de son énergie, un tel pays est condamné à l'ouverture. Pour financer ces importations, nous nous devons d'exporter, d'affronter chaque jour les concurrents les plus forts sur les marchés les plus difficiles.

- Et nous souhaitons, et nos partenaires européens avec nous, que s'affirme une concurrence loyale. La Communauté européenne est la première puissance commerciale du monde. C'est aussi l'ensemble économique le plus ouvert sur l'extérieur : premier client des pays en développement, elle est pour les Etats-Unis le premier débouché.

- Il existe, vous le savez, un sujet habituel de discussion entre votre pays et l'Europe : le commerce des produits agricoles. Eh bien ! L'Europe achète beaucoup plus de produits agricoles

aux Etats-Unis d'Amérique qu'elle ne leur en vend. Nous reprochera-t-on de vouloir remédier à cet -état de choses.\

Que, ces derniers jours, à Bruxelles, l'Europe des Dix n'ait pu encore dominer ses contradictions ne doit pas laisser croire qu'elle s'est privée d'avenir. Elle vit. Elle travaille. Elle échange. Elle prend conscience d'elle-même. Et de cette crise qu'elle traverse, elle sortira plus vigilante. En quinze jours, elle vient de décider le lancement d'un nouvel avion "Airbus" de 150 places, elle a enregistré un nouveau succès de la fusée "Ariane", elle a mis au point le programme de coopération scientifique et industrielle pour toutes les technologies de l'information, appelé le programme Esprit. Et qu'elle se pose la question de son identité politique et, même, de sa défense propre, de sa sécurité, montre à quel point les esprits s'habituent à de nouveaux concepts qui naguère n'auraient pas osé s'affirmer. Qu'une telle -recherche soit ardue, nul n'en doute. Mais les grandes ambitions ont besoin d'un grand projet.\

Parlons encore de nous, Etats-Unis et Europe associés aux plus grandes - entreprises de l'homme contemporain et considérons deux menaces. La première est l'instabilité monétaire. L'inquiétant ce n'est pas tant le niveau, bas ou haut, des monnaies, mais l'ampleur de leurs fluctuations. Imaginez dans l'Atlantique des marées de 100 mètres d'ampleur. Les côtes américaines n'y résisteraient pas davantage que les européennes. Sans un minimum de stabilité monétaire, commercer avec l'étranger, c'est comme jouer aux courses ou s'adonner à la roulette.

- La seconde menace tient à l'aggravation rapide et dramatique de la situation économique du Sud. Combien de nations n'ont plus que la ressource d'emprunter et d'emprunter encore non pour se libérer, mais pour honorer seulement la charge de la dette ? Lorsque la crise financière exaspère la crise économique, c'est la stabilité de continents entiers qui est en jeu et d'une certaine façon les valeurs de notre civilisation commune. A Williamsburg, en mai dernier, les Chefs d'Etat et de gouvernement s'étaient engagés, je cite, "à donner un coup d'arrêt au protectionnisme ...". Je cite encore "à définir les conditions de l'amélioration du système monétaire international et le rôle que pourrait jouer une conférence monétaire internationale de haut niveau", je cite encore "à maintenir un flux de ressources adéquat, notamment d'aide publique au développement vers les pays les plus pauvres". Citation terminée. Un an plus tard, non sans mal, le premier objectif a progressé, pour les deux autres, tout reste à faire.

- Comme souvent dans l'histoire, les mutations économiques engendrent des crises qui menacent la liberté, toute la liberté, celle de vivre à sa guise dans le régime de son choix, mais aussi la liberté de ne pas mourir de faim. Etendre dans le monde, envers et contre tout, les pouvoirs de la liberté, voilà, n'est-ce pas, voilà, une ambition à la hauteur de l'espérance.\

Monsieur le Speaker,

- Je suis venu pour la première fois dans votre pays il y a trente-huit ans. Il n'a plus quitté, depuis lors, mon esprit. Enfant, j'avais appris de ma mère à relier, comme elle le faisait dans le raccourci de son imaginaire, les grands inspirés de la Bible, notre lecture quotidienne, aux héros de votre indépendance, porteurs à ses yeux du message éternel, ces principes simples et sublimes qui donnent à la vie de chaque individu son sens et à toute société sa justification : la liberté, le droit, le respect des autres et de soi, le temps du rêve et le temps de l'action, l'amour de la vie et l'acceptation de la mort. Il me semble aujourd'hui que tout cela pouvait se résumer en un seul mot : la civilisation.

- Et c'est bien l'idée de civilisation si riche, si forte, si fragile, si menacée, si souvent rompue et si souvent trahie. Cette idée puisée à mes propres sources et aux vôtres, sources devenues fleuve ici où tout est grand £ oui c'est bien cette idée qui m'habite à l'heure où, dans ce haut lieu et à votre intention, j'apporte le salut de la France.

- J'ai éprouvé beaucoup d'honneur à pouvoir vous le dire, et je vous remercie.\